



Cahier des charges

Les attendus concernant le besoin

Système d'acquisition dynamique pour
le transport de personnels en situation
de handicap des académies de
Bordeaux, Limoges et Poitiers, sur les
trajets domicile et lieu de travail ou
éventuellement de réunion
professionnelle

Consultation n° : 2024RANA005 SAD Transport adapté

Table des matières

A.	Le périmètre du système d'acquisition dynamique.....	2
B.	Le transport domicile-travail des personnels en situation de handicap.....	2
1.	Le dispositif.....	2
2.	Le personnel éligible	3
C.	Les acheteurs de la région académique Nouvelle Aquitaine	3
1.	La région académique Nouvelle Aquitaine.....	3
2.	Le référent handicap académique.....	3
D.	Non exclusivité du système d'acquisition dynamique.....	4
E.	Ce qui sera demandé (liste non exhaustive) et intégré dans le prix d'achat.....	4
F.	Conditions de vente et de facturation	5

A. Le périmètre du système d'acquisition dynamique

Le présent système d'acquisition porte sur les prestations de transport des personnels en situation de handicap pour les académies de Bordeaux, Limoges, Poitiers et la région académique Nouvelle Aquitaine, sur les trajets domicile et lieu de travail ou éventuellement de réunion professionnelle. Ce besoin a été décomposé en 3 catégories :

CATEGORIE 1 : Transport des personnels en situation de handicap sur le territoire de l'académie de Bordeaux (départements 24, 33, 40, 47 et 64) :

Transport de personnels en situation de handicap au sein de l'académie de Bordeaux, sur les trajets domicile et lieu de travail ou éventuellement de réunion professionnelle, les marchés spécifiques seront lancés pour un ou plusieurs trajets au sein d'un même département.

Codes CPV : 60120000 : Service de taxi.

CATEGORIE 2 : Transport des personnels en situation de handicap sur le territoire de l'académie de Limoges (départements 19, 23 et 87) :

Transport de personnels en situation de handicap au sein de l'académie de Limoges, sur les trajets domicile et lieu de travail ou éventuellement de réunion professionnelle, les marchés spécifiques seront lancés pour un ou plusieurs trajets au sein d'un même département.

Codes CPV : 60120000 : Service de taxi.

CATEGORIE 3 : Transport des personnels en situation de handicap sur le territoire de l'académie de Poitiers (départements 16, 17, 79 et 86) :

Transport de personnels en situation de handicap au sein de l'académie de Poitiers, sur les trajets domicile et lieu de travail ou éventuellement de réunion professionnelle, les marchés spécifiques seront lancés pour un ou plusieurs trajets au sein d'un même département.

Codes CPV : 60120000 : Service de taxi.

B. Le transport domicile-travail des personnels en situation de handicap

1. Le dispositif

La loi 2005-102 du 11 février 2005, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées définit le handicap comme "toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant".

L'[article L131-8](#) du code de la fonction publique dispose qu'afin de garantir le respect du principe d'égalité de traitement à l'égard des personnes en situation de handicap, les administrations de l'Etat notamment prennent, **en fonction des besoins dans une situation concrète**, les mesures appropriées pour permettre aux travailleurs handicapés d'accéder à un emploi ou de conserver un emploi correspondant à leur qualification, de développer un parcours professionnel et d'accéder à des fonctions de niveau supérieur ou pour qu'une formation adaptée à leurs besoins leur soit dispensée tout au long de leur vie professionnelle.

Ces mesures incluent notamment l'aménagement, l'accès et l'usage de tous les outils numériques concourant à l'accomplissement de la mission des agents, des aménagements matériels, horaires, des aides humaines, ainsi que le transport adapté domicile-travail...

Le transport adapté domicile-travail permet aux agents en situation de handicap ne pouvant pas se rendre sur leur lieu de travail à l'aide d'un véhicule personnel ou d'un co-voiturage ou en transport en commun, d'accéder à leur poste de travail.

L'aide peut être mise en place pour permettre à l'agent de **se déplacer sur son lieu habituel d'exercice à raison d'un aller et retour par jour travaillé.**

Un transport exceptionnel dans le cadre de l'activité professionnelle peut être mis en place sous conditions.

Ces dispositions s'appliquent **sous réserve que les charges consécutives à la mise en œuvre de ces mesures ne soient pas disproportionnées, compte tenu notamment des aides qui peuvent compenser en tout ou partie les dépenses supportées par les employeurs à ce titre.**

2. Le personnel éligible

Il s'agit des agents reconnus bénéficiaires de l'obligation d'emploi ([BOE](#)), soit parce que la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) leur a accordé la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH), soit parce qu'ils relèvent des autres catégories prévues réglementairement : les titulaires d'une pension d'invalidité ; les titulaires de la carte mobilité inclusion portant la mention " invalidité" ; les titulaires d'une allocation aux adultes handicapés (AAH) ; les agents reclassés ou en période de préparation au reclassement ; les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 % et titulaires d'une rente...

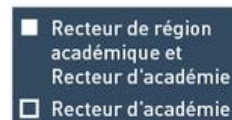
C. Les acheteurs de la région académique Nouvelle Aquitaine

1. La région académique Nouvelle Aquitaine

La région académique Nouvelle-Aquitaine comprend les académies de Bordeaux, Limoges et Poitiers. Ce rapprochement des trois académies découle de l'application du cadre régional fixé par la loi du 16 janvier 2015, avec la création de 18 régions académiques.

Depuis le 1er janvier 2020, la **rectrice de région académique** garantit dans les régions pluri-académiques l'unité et la cohérence de la parole de l'État, en particulier dans les champs de compétences partagées avec la collectivité régionale.

Ce choix d'organisation permet de maintenir un cadre cohérent adapté à la gestion du premier service public de l'État : la carte des directions des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) des académies est conservée pour assurer un pilotage de proximité des établissements et la mise en œuvre des réformes pédagogiques, tout en répondant aux contextes territoriaux et aux attentes des usagers et des partenaires locaux.



LES CHIFFRES-CLÉS DE LA RÉGION ACADÉMIQUE NOUVELLE-AQUITAINE EN 2022

959 647 Élèves dans la région académique	71 999 Apprentis (chiffre 2021)	277 613 Collégiens	129 815 Lycéens généraux et technologiques
212 812 Étudiants (chiffre 2021)	97 418 Personnels	48 986 Lycéens professionnels	985 Établissements scolaires
502 170 Élèves dans le premier degré	4 868 Écoles maternelles et élémentaires	5 853 Écoles et établissements scolaires	6 Universités

2. Le référent handicap académique

Au sein de chacune des 3 académies, Bordeaux, Limoges et Poitiers, un **référent handicap a été nommé** afin d'accompagner les agents tout au long de leur carrière professionnelle et de coordonner les actions menées en leur faveur par leur employeur

Il est notamment en charge de l'instruction des demandes d'aménagement de poste faite annuellement par les travailleurs en situation de handicap. **Le renouvellement de l'aménagement n'est pas automatique**, il est valable une année scolaire ou, dans certains cas, pour une durée inférieure.

C'est en fonction de l'instruction de ces demandes que seront lancés les marchés spécifiques, objets du présent système d'acquisition dynamique.

D. Non exclusivité du système d'acquisition dynamique

- ➔ La région académique Nouvelle Aquitaine s'engage à utiliser cette procédure pour satisfaire ses besoins à l'exception des cas suivants :
 - Transport exceptionnel d'une personne non couverte par le périmètre d'un marché spécifique existant (maximum 3 transports par personne par année scolaire).
- ➔ Les prestataires, dont la candidature aura été agréée dans le cadre du système d'acquisition dynamique, n'auront pas l'obligation de répondre à toutes les consultations de la « catégorie » qui les concerne.

E. Ce qui sera demandé (liste non exhaustive) et intégré dans le prix d'achat

Les marchés spécifiques prendront la forme d'accords-cadres à bons de commande allotés par département et préciseront les besoins propres à chaque marché.

Pour les marchés spécifiques de chacune des catégories, il sera demandé au titulaire :

- De réaliser les prestations de transport domicile-travail, travail-domicile et de façon ponctuelle, d'autres trajets professionnels (réunions de travail, formation, convocations individuelles par les services du personnel, par la médecine statutaire ou de prévention, etc...), au moyen de voiture accessible à un agent en situation de handicap, avec ou sans équipement spécifique, ou avec un fauteuil roulant pliant. Le chauffeur pourra être amené à aider la personne à monter et/ou descendre du véhicule. En cas d'utilisation d'un fauteuil pliant, il pourra également être demandé au chauffeur de plier et charger et décharger et déplier le fauteuil ;
- De mettre à disposition un véhicule en parfait état, propre et adapté au handicap de la personne à transporter et à jour de ses contrôles réglementaires. Certaines personnes handicapées sont susceptibles d'être accompagnées de chiens guides d'aveugles. L'accès aux véhicules ne peut, en aucun cas, être refusé à ces chiens guides. Certains marchés spécifiques pourront nécessiter de faire appel à un ou plusieurs véhicules de transport de personnes à mobilité réduite (TPMR), véhicule conforme à l'arrêté du 23 août 2013 relatif aux conditions d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite des véhicules terrestres à moteur des catégories M1 et N1 ;
- De respecter une continuité de service, les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant les marchés spécifiques ;
- D'assurer la conformité des prestations qui lui incombent aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation des marchés spécifiques mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution des marchés concernés ;
- De respecter la réglementation sur la protection des données personnelles et la confidentialité sur l'ensemble des informations reçues ;

- De désigner un responsable de l'exécution du marché qui sera l'interlocuteur de la Région académique ;
- D'être responsable de l'ensemble des dommages et accidents (quel qu'en soit leur nature) à l'égard des biens et de personnes causées lors de l'exécution des prestations ;
- De détenir pour l'exécution des prestations, des véhicules qui satisfont aux exigences en termes de vignette Crit'air afin de pouvoir circuler dans les Zones à Faibles Émissions (ZFE) le cas échéant (conditions d'exécution des prestations du marché à caractère environnemental).

F. Conditions de vente et de facturation

- Les prestations seront réglées par application des prix unitaires par rapport aux quantités de prestations réalisées et au vu d'une attestation mensuelle de présence visée par l'agent et le transporteur ;
- Les conditions générales de ventes du prestataire ne seront pas applicables. La vente sera régie par un marché public, le cadre contractuel étant fourni par l'acheteur ;
- Le contentieux relèvera des tribunaux administratifs. En première instance et pour des procédures de référé, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Bordeaux ;
- Le prestataire devra être assuré pour sa responsabilité civile professionnelle. L'assurance devra couvrir a minima les prestations objet du marché, les garanties souscrites doivent être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations, elles devront être maximales pour les dommages corporels ;
- Le marché pourra comporter des clauses pour l'application de pénalités de retard ;
- Chaque prestation donnera lieu à l'émission d'une facture respectant les exigences du code de la commande publique ;
- La facture sera adressée mensuellement exclusivement via le portail de facturation public Chorus Pro ;
- La facture ne pourra être émise qu'à compter de la réalisation des prestations (paiement au service fait) ;
- Le paiement sera effectué par virement bancaire en euro dans un délai de 30 jours maximum à réception de la facture ;
- Le marché pourra prévoir une avance d'un montant égal à 5% du bon de commande, sous réserve de respecter les conditions réglementaires (commande supérieure à 50 000€ HT, et d'un délai de réalisation supérieur à deux mois) ;
- Pour les prestations de services, les éventuels sous-traitants pourront être réglés directement par l'acheteur sous réserve de la constitution préalable d'un dossier administratif. Les modalités de paiement seront identiques (émission d'une facture déposée sur Chorus Pro, paiement après service fait et avec un délai maximum de paiement de 30 jours).